

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : QUE VEUT LE RASSEMBLEMENT NATIONAL SUR LE CLIMAT ?

Neil Makaroff

26/02/2024

À quelques semaines des élections européennes, le Pacte vert – le programme de réformes en faveur de la transition écologique – est attaqué par l’extrême droite européenne qui veut son abolition. Neil Makaroff, expert des politiques climatiques européennes, décrypte dans cette note les positions du Rassemblement national (RN) et de Reconquête en matière climatique. Si ces derniers se présentent comme les défenseurs de « l’écologie positive », leurs déclarations et votes au Parlement européen correspondent à un tout autre agenda, celui de la régression climatique allant à l’encontre de la nécessaire transition écologique et du soutien aux classes populaires.

Porté par la mobilisation citoyenne pour le climat en 2019, le Pacte vert européen est le plus grand programme de réformes en faveur de la transition écologique jamais négocié à l’échelle européenne. En l’espace d’un mandat, il a permis de positionner l’Union européenne (UE) à l’avant-garde de la nouvelle révolution industrielle verte et de renforcer notre indépendance énergétique en engageant de manière structurelle la baisse nos importations de gaz, pétrole et charbon¹.

Pourtant, à quelques semaines des élections européennes, il est l’objet de tous les fantasmes et attaques, en particulier de l’extrême droite qui appelle même à son abolition². Il est devenu le symbole d’une écologie dite « punitive », en opposition à une « écologie positive³ » dont le Rassemblement national se veut le défenseur. Jordan Bardella va même un cran au-dessus en faisant du Pacte vert européen « une des grandes menaces qui pèsent aujourd’hui contre la France »⁴.

Cette offensive tous azimuts à l’encontre de la politique climatique européenne ne vise pas à proposer des solutions alternatives, mais bien à saper les fondements de la transition écologique. Cette tactique est appelée « Greenblaming⁵ » : la transition écologique serait responsable de la désindustrialisation, de l’appauvrissement des classes moyennes et elle déstabiliserait notre

société. Autant d'arguments qui visent à légitimer son arrêt.

À regarder le détail des déclarations et des votes des députés européens du RN et de Reconquête, l'écologie « positive » qu'ils prétendent porter s'apparente plus à la régression climatique qu'à un quelconque soutien des classes moyennes et populaires. Elle consiste à renoncer aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat en catimini, à partir en croisade contre les technologies clés de la transition comme le véhicule électrique ou les énergies renouvelables, et à maintenir les ménages dans une dépendance dangereuse au gaz et au pétrole. Une casse sociale assurée au moment où les Français et plus largement les Européens voient leurs factures énergétiques et de carburants s'envoler à cause de ces mêmes énergies fossiles.

Alors que les sondages d'opinion⁶ donnent une nette progression aux partis d'extrême droite au Parlement européen, **il est temps d'analyser ce que le vote des députés du Rassemblement national et de Reconquête disent de leurs visions de la transition écologique.**

Du renoncement à l'Accord de Paris au rejet du Pacte vert

Premier enseignement, le Rassemblement national comme Reconquête tournent le dos à l'Accord de Paris sur le climat et à sa déclinaison dans l'Union européenne.

En 2016, le ton était donné. Marine Le Pen, alors députée européenne, a refusé de ratifier l'Accord de Paris sur le climat⁷ en s'abstenant au Parlement européen. Elle fut suivie par tous les députés du parti frontiste, dont Nicolas Bay, aujourd'hui Reconquête, qui l'a même qualifié de « tartufferie »⁸. Même si en 2022, la candidate Le Pen a affirmé ne pas vouloir sortir de l'Accord de Paris, tous les éléments de son programme et le vote de ses députés au Parlement européen montrent qu'elle n'a aucune intention de le respecter. **Les députés du Rassemblement national siégeant au Parlement européen se sont opposés à de grandes lois du Pacte vert**⁹. Il est pourtant notre unique chance d'accélérer la transition écologique pour 450 millions d'Européens et d'entraîner les États-Unis, la Chine ou encore l'Inde dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Lors du débat sur la loi européenne sur le climat, Jordan Bardella a expliqué que la trajectoire climatique de l'Union européenne était « sacrificielle »¹⁰ pour notre économie. L'UE irait trop loin, livrant nos entreprises à la concurrence déloyale de la Chine et des États-Unis. Il justifie son opposition par le fait que la France ne pèserait que 1% des émissions mondiales, oubliant au passage nos émissions liées aux importations qui doublent notre empreinte climatique, et notre responsabilité historique dans le dérèglement climatique.

Le dirigeant du parti prône le « patriotisme économique » et le « localisme » comme solutions efficaces pour lutter contre la crise climatique. Pourtant, les députés RN comme Reconquête n'ont pas soutenu la taxe carbone aux frontières de l'UE. Ils ont voté contre en commission et se sont abstenus en plénière¹¹. Cette dernière fait payer le prix du CO₂ aux biens industriels importés et protège donc les entreprises européennes contre le *dumping* climatique d'autres pays. **Cette contradiction flagrante laisse peu de doute sur les intentions réelles du RN et de Reconquête : s'opposer aux politiques climatiques coûte que coûte**, même quand elles renforcent notre économie.

Une croisade contre les outils de la transition écologique

Deuxième enseignement, le RN a lancé une croisade contre les technologies vertes qui constitueraient pourtant le socle de notre future indépendance énergétique. Et cela quel qu'en soit le prix en termes d'emplois et de potentiel économique.

Non aux énergies renouvelables, oui aux énergies fossiles

C'est le cas des énergies renouvelables, pourtant énergies locales par excellence. En pleine crise énergétique et alors que la guerre menée par la Russie en Ukraine est directement financée par nos importations de gaz, pétrole et charbon¹², Marine Le Pen promet l'arrêt des projets solaires et le démantèlement des éoliennes en France¹³. Les députés européens du RN et de Reconquête lui emboîtent le pas au sein du Parlement européen en votant contre le doublement de la part des énergies renouvelables prévu par le Pacte vert¹⁴. Jugées inutiles par l'extrême droite, les énergies renouvelables ont pourtant fait économiser 100 milliards d'euros¹⁵ aux Européens en importations de gaz, principalement de Russie.

Malgré les arguments avancés par Jordan Bardella, l'éolien et le solaire ne conduisent pas à rouvrir des centrales à charbon et à gaz. Au contraire, leur essor sans précédent est à l'origine d'une baisse de 26% de la production d'électricité par le charbon et de 15% par le gaz, rien qu'en 2023¹⁶. De quoi rendre les Européens un peu plus indépendants d'un point de vue énergétique et même baisser leurs factures. Le RN préfère parier sur le tout-nucléaire¹⁷, oubliant que le temps de construction des nouvelles centrales s'élève à quinze ans minimum et que, d'ici là, **sans éolien et solaire, ce sont bien les centrales à gaz et à charbon qui devront alimenter les Français en électricité**. Un beau cadeau pour le Kremlin, l'Azerbaïdjan ou le Qatar.

Rien d'étonnant puisqu'en 2022, les députés européens du Rassemblement national comme de Reconquête sont parmi les rares députés à avoir voté contre les amendements qui visaient à

soutenir l'embargo sur le gaz, pétrole et charbon russe¹⁸. Jordan Bardella estime même que les sanctions énergétiques vis-à-vis de la Russie devraient être levées¹⁹.

L'ennemi n°1 : la voiture électrique

La même opposition s'exprime à l'encontre du véhicule électrique. Au Parlement européen, les députés du Rassemblement national sont montés au créneau pour dénoncer et s'opposer à la fin de vente des moteurs essence, diesel et hybrides neufs en 2035²⁰. Ils qualifient les normes en faveur du véhicule électrique de « diktats européens »²¹. Les deux arguments souvent énoncés sont le coût pour les classes moyennes et la désindustrialisation qu'elle engendrerait.

Certes, les prix des voitures augmentent. Mais cela n'est pas dû aux voitures électriques, mais à la stratégie des constructeurs automobiles de privilégier les gros véhicules, aussi appelés SUV. Ils représentent plus de 50% des ventes²² et leur permettent de générer plus de marges. Plutôt que de s'attaquer à la voiture électrique, l'enjeu serait surtout de pousser les constructeurs européens à développer de petits véhicules plus abordables. La très forte demande de *leasing* social²³ montre que **les Français souhaitent avoir accès à une voiture électrique, symbole d'économies sur les carburants**. Aujourd'hui deux voitures neuves vendues sur dix sont électriques²⁴. Une montée en puissance sans précédent qui montre l'engouement.

Concernant la désindustrialisation, le secteur n'a pas attendu le tournant vers la voiture électrique. Entre 2010 et 2020, il a perdu 100 000 emplois²⁵ en raison des choix industriels des constructeurs automobiles et notamment l'abandon de la production du petit véhicule. La voiture électrique pourrait au contraire enrayer cette chute en relocalisant pour la première fois les filières industrielles sur le territoire européen. La fin de vente du moteur thermique en 2035 prévue par le Pacte vert contribuera grandement à cette réindustrialisation. Elle envoie un signal clair aux investisseurs²⁶, les incitant à s'implanter en Europe. C'est notamment le cas dans les Hauts-de-France qui sont en train de devenir la vallée européenne de la batterie. 20 000 emplois sont à la clé dans ce territoire²⁷. L'opposition de Marine Le Pen et de Jordan Bardella à la voiture électrique laisse planer le risque d'un retournement de la législation européenne sur le sujet si l'extrême droite obtient un grand nombre de sièges aux prochaines élections. **Revenir en arrière constituerait une menace directe pour ces emplois.**

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Aucune protection pour les classes moyennes et populaires

Troisième enseignement : bien qu'il se considère comme le défenseur des classes moyennes et populaires, le Rassemblement national s'oppose aux solutions européennes qui pourraient aider les ménages dans la transition.

Sortir du marché de l'électricité coûte que coûte

Les députés RN et Reconquête au Parlement européen accusent l'UE d'être responsable de l'explosion des factures d'électricité des Français. Un coupable est désigné : le marché européen de l'électricité. Il est vrai que le choc énergétique de la guerre en Ukraine a fait exploser les prix du gaz. Le marché n'étant pas calibré pour répondre à une situation de crise a vu les prix de l'électricité fortement augmenter en 2022. En sortir, comme le propose le Rassemblement national, serait pourtant une grave erreur. Il assure le bon fonctionnement de l'approvisionnement des Français en électricité, ceci même quand les réacteurs nucléaires sont à l'arrêt comme ce fut le cas au cœur de l'hiver 2022²⁸. Mieux encore, la réforme de ce marché qui a abouti en décembre 2023 devrait permettre de stabiliser les prix. Elle inclut également une mesure pour interdire les coupures d'électricité pour les plus précaires. Mesure sur laquelle les députés du Rassemblement national se sont abstenus et ceux de Reconquête ont voté contre²⁹.

S'opposer aux mesures du Pacte vert : ne pas soutenir les classes moyennes et populaires

Mais cela ne s'arrête pas là. Alors que les classes moyennes et les plus précaires sont touchés de plein fouet par la hausse des prix du gaz, du fioul et des carburants, **le RN rejette en bloc toutes les mesures du Pacte vert qui pourraient les aider à réduire durablement leurs factures énergétiques**. Bien qu'il appelle de ses vœux à accélérer la rénovation des logements à la tribune du Parlement européen³⁰, Jordan Bardella et ses députés se sont vigoureusement opposés à la loi européenne sur l'obligation de rénovation des passoires thermiques³¹. Le chantier est pourtant titanesque. Rien qu'en France, 12,2 millions d'individus sont dans une situation de précarité énergétique selon la Fondation Abbé Pierre³², c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas se chauffer sans faire exploser leurs factures l'hiver et se refroidir l'été. Contrairement aux affirmations du parti

frontiste, sans obligation, les propriétaires n'ont aucun intérêt à rénover les logements qu'ils louent, laissant les locataires dans une situation de précarité.

De même, les députés du RN et de Reconquête ont voté contre le Fonds social pour le climat³³ accusé d'être un « outil de pompier pyromane »³⁴. Loin de l'archétype de l'écologie « punitive », ce fonds vient pourtant en aide aux ménages qui souhaitent rénover leur logement, accéder à un véhicule électrique ou installer une pompe à chaleur par exemple. Doté de 86 milliards d'euros, il est le premier outil européen de transition qui cible les classes moyennes et populaires, leur permettant du même coup de sortir de leur dépendance au gaz et au pétrole pour se chauffer et se déplacer. **Une avancée majeure du Pacte vert européen qui n'a donc pas reçu les suffrages des députés d'extrême droite.** Loin de vouloir aider ceux qui ont le plus besoin de s'affranchir des énergies fossiles, le RN défend la baisse de la TVA sur le gaz, le fioul et les carburants à 5,5% au lieu de 20% à l'échelle nationale³⁵. Non seulement cela ne règle pas le problème structurel de notre dépendance au gaz, pétrole et charbon, mais cela profitera à ceux qui consomment le plus, donc aux plus riches, sans soutenir les plus précaires.

En parallèle, le **Rassemblement national et Reconquête se sont opposés à une mesure forte en faveur de la justice sociale : la taxation des superprofits des géants du pétrole, gaz et charbon**³⁶. Ces derniers ont atteint 200 milliards d'euros en 2022³⁷ en raison de la hausse des prix des carburants et du gaz. Les taxer permettrait de financer les aides pour les ménages et de mettre en place un bouclier énergétique. Mais les députés d'extrême droite ont refusé de taxer les entreprises des énergies fossiles dans le but de redistribuer aux plus précaires. Leur priorité est ailleurs.

Les Français et plus largement les Européens sont pourtant clairs. Selon l'enquête de la Banque européenne d'investissement et de la Fondation Jean-Jaurès réalisée par BVA Xsight³⁸, ils souhaitent une transition qui s'attaque de pair aux inégalités, répartit équitablement les coûts au sein de la société et offre des solutions. Le RN et Reconquête sont loin d'aller dans ce sens.

Conclusion : le RN, le faux ami du climat et des classes moyennes et populaires

Sous couvert de « localisme » et de défense des classes moyennes et populaires, le Rassemblement national et Reconquête se sont en réalité opposés à toutes les mesures du Pacte vert qui permettent de s'attaquer à la crise climatique. Cela, sans même se soucier des avantages économiques, industriels ou même sociaux que la transition peut apporter. Son discours ne

propose pas d'alternatives, il vise à méthodiquement remettre en cause les avancées réalisées en matière de transition écologique.

Les partis d'extrême droite pourraient arriver en tête en France, en Italie, en Hongrie, aux Pays-Bas ou encore en Belgique et percer en Allemagne, en Espagne ou au Portugal. Leurs deux groupes – Identité et démocratie (ID), dont fait partie le Rassemblement national, et les Conservateurs et réformistes (ECR), qui comptent Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni et Reconquête d'Éric Zemmour – pourraient connaître un essor sans précédent au Parlement européen. **Au regard du bilan de l'extrême droite sur le climat, ce serait un séisme politique pour l'UE et le Pacte vert.** Le 9 juin prochain, les élections décideront probablement du sort de la transition écologique européenne.

1. Voir Neil Makaroff, « [Un contrat social, écologique et européen : l'horizon possible du Pacte vert](#) », Fondation Jean-Jaurès, 14 juin 2023.
2. Paul Messad, « [Des eurodéputés RN signent une résolution pour « abolir » le Green Deal](#) », Euractiv, 8 février 2024.
3. [Projet « L'écologie »](#) de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2022.
4. Interview sur BFMTV-RMC, [Green Deal : Jordan Bardella attend que Gabriel Attal y renonce](#), 29 janvier 2024.
5. Construire l'écologie, « [Greenblaming. La construction de l'épouvantail écologique](#) », 23 janvier 2024.
6. Europe Elect, [EU Election Projection 2024](#), janvier 2024.
7. [Vote en plénière du Parlement européen](#) pour la ratification de l'Accord de Paris sur le climat (A8-0280/2016 – Giovanni La Via), le 4 octobre 2016.
8. [Verbatim du débat](#) sur la ratification de l'Accord de Paris sur le climat en plénière du Parlement européen, le 4 octobre 2016.
9. Parlement européen, [train législatif « Paquet Fit for 55 »](#).
10. [Verbatim du débat](#) sur la loi européenne sur le climat en plénière du Parlement européen, le 6 octobre 2020.
11. [Vote en plénière du Parlement européen](#) du compromis sur le mécanisme carbone aux frontières de l'Union (A9-0160/2022 – Mohammed Chahim), le 18 avril 2023.
12. Beyond Fossil Fuel, [Tracker des dépenses des États membres européens en importations de gaz, pétrole et charbon russe](#).
13. BFM-TV, « [Marine Le Pen veut entamer « le chantier de démantèlement des éoliennes existantes »](#) », 2022.
14. [Vote en plénière du Parlement européen](#) du compromis sur la directive d'accélération des énergies renouvelables (A9-0208/2022 – Markus Pieper), le 12 septembre 2023.
15. Valentina Romano, « [EU saved €11 billion in gas imports thanks to solar and wind: report](#) », Euractiv, 19 octobre 2022.
16. Sarah Brown, Daves Jones, [European Electricity Review 2024](#), Ember, 7 février 2024.
17. [Intervention](#) de Jordan Bardella en plénière du Parlement européen le 20 avril 2023.
18. [Vote en plénière du Parlement européen](#) de la résolution sur l'agression russe contre l'Ukraine, amendement sur le paragraphe 17, 1^{er} mars 2022.
19. Quentin Meunier, « [Jordan Bardella juge que certaines sanctions contre la Russie doivent être levées](#) », BFM TV, 4 septembre 2022.
20. [Vote en plénière du Parlement européen](#) des normes de CO₂ des voitures neuves (A9-0150/2022 – Jan Huitema), 14 février 2023.
21. [Verbatim du débat](#) sur les normes de CO₂ des voitures neuves en plénière du Parlement européen, le 14 février 2023.

22. Laura Cozzi, Apostolos Petropoulos, Leonardo Paoli, Mathilde Huismans, Amrita Dasgupta, *As their sales continue to rise, SUVs' global CO₂ emissions are nearing 1 billion tonnes*, IEA, 27 février 2023.
23. *Leasing électrique : fin du dispositif pour l'année 2024*, Service-public.fr, 15 février 2024.
24. European Environmental Agency, *New registrations of electric vehicles in Europe*, 24 octobre 2023.
25. Fondation pour la nature et l'Homme et CFDT, *Automobile : notre scénario pour une transition juste*, 29 juin 2021.
26. Anne Feitz, « *Le taiwanais Prologium choisit la France pour implanter sa première gigafactory en Europe* », *Les Échos*, 9 mai 2023.
27. *Le Télégramme*, « *Vallée de la batterie : plus de 20 000 emplois créés d'ici 2030* », 29 mai 2023.
28. RTE, *Bilan électrique 2022 – Un système électrique français résilient face à la crise énergétique*, 16 février 2023.
29. *Vote en plénière du Parlement européen* de la réaction de l'Union à la hausse des prix de l'énergie en Europe, 5 octobre 2022.
30. *Intervention* de Jordan Bardella en plénière du Parlement européen le 20 avril 2023.
31. *Vote en plénière du Parlement européen* de la législation sur la rénovation performante du bâtiment (A9-0033/2023 – Ciarán Cuffe), 14 mars 2023.
32. Fondation Abbé Pierre, *La précarité énergétique en infographie*, 13 septembre 2017.
33. *Vote en plénière du Parlement européen*, Fonds social pour le climat (A9-0157/2022 – David Casa, Esther de Lange), 18 avril 2023.
34. *Verbatim du débat* sur le Fonds social pour le climat en plénière du Parlement européen, le 18 avril 2023.
35. *Projet « L'écologie »* de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2022.
36. *Vote en plénière du Parlement européen* de la réaction de l'Union à la hausse des prix de l'énergie en Europe, mercredi 5 octobre 2022.
37. Isabeau van Halm, « *Big Oil profits soared to nearly \$200bn in 2022* », *Energy Monitor*, 8 février 2023.
38. Neil Makaroff, Adelaïde Zulfikarpasic, « *Enquête climat : Focus sur l'opinion en France et dans l'Union européenne* », Fondation Jean-Jaurès, 28 novembre 2023.